



COMMUNIQUÉ
AUX SALARIÉS

16 mars 2017

Premiers acquis de la lutte, mais loin du compte !

Le personnel lutte depuis l'automne dernier pour défendre son travail, les emplois, ses activités sociales et la juste reconnaissance du travail réalisé par une évolution du Salaire National de Base que nous revendiquons à 200 € pour tous.

0 % d'augmentation du SNB, baisse des NR au titre des avancements au choix, suppression du pécule logement, fiscalisation des heures supplémentaires, augmentations des cotisations retraite... sont perçus comme un affront par le personnel.

Face aux mobilisations régulières menées par le personnel depuis le début de l'année, EDF et ENEDIS ont reçu les organisations syndicales en plénière pour EDF et en bilatérale pour ENEDIS.

La CGT a rappelé la colère et l'exaspération du personnel. Elle s'est fait aussi le relais de l'ensemble des cahiers revendicatifs locaux.

A EDF, pour toute réponse aux revendications, LEVY annonce 600 € bruts de prime qui seraient censés faire le compte alors que 10 000 NR ont été économisés en 2016 et 10 000 NR le seront en 2017. Sur l'emploi, le Président renvoie à la négociation dans les métiers (production et ingénierie) pour préserver certaines compétences clés... et rien pour les autres. Il maintient son cap 2030 avec la réduction de 7 000 emplois, particulièrement dans les métiers également stratégiques et d'avenir comme la R&D, le commerce censé fidéliser les clients, le tertiaire qui harmonise le fonctionnement de l'entreprise. A noter qu'aucune enveloppe n'est indiquée pour apprécier le niveau de l'engagement.

A ENEDIS, pour toute réponse aux revendications, MONLOUBOU annonce une prime de 400 € bruts, une enveloppe de 1 700 NR supplémentaires, ce qui n'est pas négligeable mais loin de répondre à la nécessaire revalorisation des classifications, un taux de promotion et d'avancements au choix global identiques pour tous les collègues. Concernant l'emploi, 900 embauches étaient prévues dans le Plan Moyen Terme (PMT). Finalement, à l'issue de la discussion, ce sont 1 200 embauches qui seront réalisées dont 1 000 dans le domaine technique.

Pour ce qui concerne la revendication sur le Salaire National de Base et malgré que la CGT ait réaffirmé que l'ouverture des négociations est incontournable, aucun des deux Présidents ne s'est engagé à y répondre favorablement. Pire, LEVY, Président du Groupe EDF, conformément à ce qu'il prône dans un article du Monde en date du 8 mars dernier, n'apprécie pas les mesures salariales collectives. Il estime que les électriciens et gaziers peuvent, comme les fonctionnaires, vivre des années blanches sans augmentation de salaire. D'après lui, les électriciens et gaziers ne sont pas des gens en difficulté, comme s'il y avait du gras à tailler dans notre pouvoir d'achat... Son discours rappelle un ancien Ministre de l'économie aujourd'hui candidat à la présidentielle dans une intervention à l'Assemblée Nationale et lors de sa visite à Civaux. Comme LEVY relaie MACRON, MONLOUBOU relaie LEVY fustigeant le Statut trop protecteur pour les salariés et empêchant le développement de l'entreprise.

Ce discours est vieux de 30 ans ; déjà dans les années 80 les Directions demandaient de faire des efforts. Ils sont sans fin pour ceux qui travaillent, et c'est proportionnel à l'augmentation des précarités, des travailleurs pauvres, des inégalités. Alors que les gains de productivité servent gracieusement les actionnaires et pas assez l'investissement productif et social.

Même si ces annonces sont à mettre à l'actif des grévistes, la CGT ne se laissera pas bernier par des

propositions aussi éloignées des revendications exprimées depuis plusieurs mois et des enjeux stratégiques des entreprises pour lesquels les Directions "inspirées" devraient investir dans le personnel ! Non au gel du SNB, élément fondamental de la régulation sociale pour TOUS les électriciens et gaziers !

Le 21 mars 2017, la lutte se poursuit.

La FNME CGT appelle l'ensemble du personnel à faire grève et à s'inscrire dans les actions qui seront proposées par les syndicats. Elle doit s'élargir à toutes les catégories de personnel.

NB : La Fédération est en attente des propositions des autres entreprises de la Branche.